



## États généraux de la culture

Vincent Dubois

► **To cite this version:**

Vincent Dubois. États généraux de la culture. CNRS. Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959, Larousse, p. 259-260, 2001. <halshs-00491272>

**HAL Id: halshs-00491272**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00491272>**

Submitted on 11 Jun 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA CULTURE

En 1986, la privatisation de TF1 parée du «mieux disant culturel» symbolise une tendance croissante à l'application de logiques commerciales et industrielles aux «produits» culturels. Jack Ralite, maire (PCF) d'Aubervilliers engagé depuis les années 1960 auprès d'artistes pour promouvoir la création artistique et sa diffusion, lance alors un appel qui reprend le mot du cinéaste Marcel L'Herbier : «La culture française se porte bien pourvu qu'on la sauve». Les nombreuses rencontres qui s'ensuivent aboutissent à la réunion de 1500 artistes à Paris, le 17 juin 1987. Ces premiers «États généraux de la culture» proclament la «Déclaration des droits de la culture», présentée cinq mois plus tard au Zénith devant plus de 6000 personnes. Depuis leurs nombreux débats (de Dieppe à Berlin ou Santiago), rencontres avec des responsables politiques (parlementaires européens, négociateurs d'accords internationaux, etc.), fêtes ou pétitions tendent à entretenir la mobilisation contre les dangers culturels de la soumission à l'argent. C'est l'occasion de rappeler la responsabilité culturelle des pouvoirs publics. Vecteur privilégié de la culture, secteur particulièrement exposé à la «marchandisation», l'audiovisuel occupe une place importante dans ces multiples interventions qui, avec le GATT, les directives européennes ou l'AMI, se situent fréquemment au plan international. «Espace d'actes artistiques et de paroles citoyennes» orchestré par un homme politique, mouvement à vocation internationale attaché à la défense de la culture française : les États généraux sont aussi traversés par des contradictions qui, selon le mot de leur principal animateur, se veulent créatrices.

Vincent Dubois

## **Bibliographie**

*La culture française se porte bien pourvu qu'on la sauve*, présentation de Jack Ralite, Paris, Messidor-Éditions sociales, 1987.

*États généraux de la culture*, publication périodique, 7, rue Achille Domart  
93300 Aubervilliers

Citation :

*«Un peuple qui abandonne son imaginaire culturel à l'affairisme se condamne à des libertés précaires».*

Déclaration des droits de la culture.